ORGANISME DESTINATAIRE
Désignation et adresse

FICHE INDIVIDUELLE D'ETAT CIVIL
~~et de nationalité française~~ (1)

Décrets des 26 septembre 1953, 22 mars 1972, 15 mai 1974.
Arrêtés des 22 mars 1972, 15 mai 1974, 9 janvier 1989 et arrêté du 22 février 1995 (J.O. du 28 mars 1995).

Nota La fiche est établie sur présentation : pour l'état-civil : de l'extrait d'acte de naissance de chacun ou du livret de famille.
pour la nationalité française : de la carte nationale d'identité de chacun, en cours de validité.

A la demande de l'intéressé(e), il peut être établi soit une fiche séparée pour chaque membre de la famille (fiche individuelle) soit une fiche collective (fiche familiale). Pour valoir certificat de vie, de non divorce ou de non séparation de corps, les mentions non décédé(e), non divorcé(e), non séparé(e) de corps devront, selon les cas, figurer expressément sur la fiche en regard de la personne intéressée.

Décédé
le 6 avril 1998
à Bagneux
(Hauts-de-Seine)

Lorsque la fiche est utilisée comme fiche de nationalité, préciser :

Carte nationale d'identité

N°

délivrée le

par

Nom TA

Prénoms Thi Phan

Né(e) le 20 décembre 1903

à Son Tay Vietnam

de (2) TA Huu Quang

et de (2) NGUYEN Thi Trach

Situation matrimoniale (2)

(3)
- [X] **Célibataire**
- [ ] **Epoux(se)**
- [ ] **Veuf(ve)**
- [ ] **Divorcé(e)**

Nom du conjoint ou de l'ex-conjoint

Prénoms du conjoint ou de l'ex-conjoint

Certifié conforme (3)

- [X] à l'extrait de l'acte de naissance n° XXXXXX 1998/60 Décès
- [ ] au livret de famille
- [ ] à la carte nationale d'identité mentionnée ci-dessus

Nom et qualité du préposé
Signature

CACHET
de l'organisme certificateur

Je soussigné(e)
(Nom et Prénoms)
certifie sur l'honneur l'exactitude des déclarations portées sur la présente fiche.
Le 7 avril 1998

Signature :

En application de l'article 441-7 du code pénal, est puni d'un an d'emprisonnement et de 100 000 F d' amende le fait :
1° D'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts ;
2° De falsifier une attestation ou un certificat originairement sincère ;
3° De faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.
Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor public ou au patrimoine d'autrui.

(1) La mention "et de nationalité française" doit être rayée lorsque la fiche n'est pas établie au vu de la carte nationale d'identité en cours de validité
(2) Cette rubrique ne doit être remplie que dans la mesure où les documents présentés le permettent et si l'interessé(e) ne s'y oppose pas.
(3) Mettre une croix dans la ou les cases utiles.